

PREFET DE L'AIN

Direction de la Réglementation
Et des Libertés Publiques
Bureau de la Circulation
Section épreuves sportives

N° 126

**Arrêté préfectoral portant homologation du terrain de
quad - moto et side-cars
lieu-dit "en Cramière" à Etables sur la commune de CEIGNES**

Le préfet de l'Ain,

- VU** les articles R 331-35 à R 331-44 du code du sport ;
- Vu** la demande présentée par le président de l'association Charlie Quad 01, dont le siège social est à Ceignes tendant à obtenir l'homologation du terrain de motocross, quad et side cars sise à Ceignes (Ain) lieu-dit Etables sur le terrain "en Cramière" ;
- VU** les pièces produites à l'appui de cette demande ;
- Vu** les avis émis par le maire de Ceignes, le directeur départemental des Territoires de l'Ain, le commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain, le directeur départemental des services incendie et secours de l'Ain, la directrice départementale de la cohésion sociale, le président du conseil général ;
- Vu** l'avis favorable donné par la commission départementale de la sécurité routière, section épreuves sportives après visite du terrain le 30 mai 2012 ;
- sur** proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Ain ;

-ARRÊTE-

ARTICLE 1 : Le terrain de motocross, quad et side cars sise à Ceignes (Ain), lieu-dit Etables "en Cramière", dont le plan est annexé au présent arrêté, est homologué pour l'évolution de motos, quads et side cars conformément au règlement de la fédération française de motocyclisme, pour une durée de quatre ans à compter de la date du présent arrêté et inscrit sous le numéro 126, sous réserve des observations suivantes :

- La 1ère ligne droite mesure 145m. Elle devra être réduite à 125m les jours d'épreuves, distance maximale autorisée aux RTS de la fédération française de moto.
- Dans les zones publics, vérifier l'ancrage des barrières et solidariser les barrières HERAS
- Lors des épreuves, le stationnement, le long de la RD 11g sera interdit

ARTICLE 2 : Les emplacements réservés aux spectateurs sont, à l'exclusion de tout autre, ceux prévus sur le plan produit par les organisateurs.

Lors des entraînements, les organisateurs devront faire respecter le règlement interne.

ARTICLE 3 :

En matière de sécurité incendie, le président de l'association devra :

- Maintenir l'accès des secours au site libre de tout stationnement ou encombrement durant toute la durée d'utilisation
- Balliser, protéger et surveiller les emplacements réservés au public. Les accès à ces derniers devront être assurés en permanence durant chaque utilisation sans emprunter la piste. Leurs dimensions seront en fonction de l'importance du public admis
- Disposer d'une ligne téléphonique permettant d'alerter sans aucun retard les secours publics (15, 18, 112) en cas d'incident, d'accident ou de sinistre. S'il est fait usage de téléphones portables, l'exploitant devra s'assurer que tous les points du circuit soient couverts
- assurer la défense extérieure contre l'incendie des éventuelles constructions présentes sur le site au moyen d'un poteau d'incendie (PI) situé à moins de 100m. Dans le cas où l'implantation d'un PI ne soit pas réalisable, que la distance ne puisse être respectée, que l'accessibilité ne soit pas garantie, que le débit unitaire ne puisse être atteint, le PIU pourra être remplacé par une réserve d'eau propre au site, naturelle ou artificielle (publique ou privée) d'une capacité utile de 120m³ minimum.
- A titre exceptionnel et après validation par mes services il pourra être admis en zone rurale uniquement, dans certains cas où le risque est isolé et particulièrement faible

☞ soit une distance de 400m au maximum entre un risque à défendre et un point d'eau normalisé;

☞ soit par une réserve de 60m³ pour un débit requis minimum de 30m³/h pendant 2 heures.

Toutes les installations de restauration provisoires et les parkings seront situés à moins de 400 m des réserves d'eau.

-Conformément à l'arrêté préfectoral de 28 novembre 2008 portant règlement opérationnel (RO) des services d'incendie et de secours (SIS) de l'Ain une visite de réception devra être effectuée par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) afin de la répertorier dans la liste départementale des points d'eau. De plus, la réserve devra être située à plus de 30 mètres des façades du risque à défendre.

-Assurer la DECI du parc des pilotes et des parkings :

soit par un PI normalisé à moins de 400 mètres du parc des pilotes et des parkings,

soit par une réserve de 30m³ minimum placée à moins de 400 mètres du parc des pilotes et des parkings. Les engins d'incendie devront pouvoir se mettre en aspiration sur ce point d'eau en toutes circonstances. Pour cela, une aire d'aspiration de 32m² (8x4 m) devra être prévue et sera accessible par une voie engin. Afin d'être répertoriée dans la liste départementale des points d'eau, cette réserve devra faire l'objet d'une visite de réception par le SDIS,

la réserve pourra se présenter sous la forme d'une citerne routière. Dans ce cas, elle sera équipée d'un demi-raccord symétrique de 65 mm de diamètre minimum (conforme à la norme NFS 61-703) utilisable par les engins SIS.

La distance des 400 mètres s'entend en cheminement direct, sans obstacle fixe, d'une largeur minimum de 1,40 mètre et praticable en tout temps.

-Disposer d'extincteurs appropriés aux risques à défendre, répartis judicieusement sur l'ensemble du site et servis par des personnes aptes à les utiliser et désignés par l'exploitant.

ARTICLE 4 : Cette homologation est révoquée.

Elle pourra être retirée s'il apparaît, après mise en demeure à la société bénéficiaire, que celle-ci ne respecte pas ou ne fait pas respecter les conditions auxquelles l'octroi de l'homologation a été subordonné, ou s'il s'avère, après enquête, que le maintien de celle-ci n'est plus compatible avec les exigences de la sécurité ou de la tranquillité publique.

ARTICLE 5 :

- Le secrétaire général de la préfecture de l'Ain,
- le sous-préfet de Nantua,
- le maire de Coignes,
- le directeur départemental des territoires de l'Ain,
- le commandant du groupement de gendarmerie de l'Ain,
- le directeur départemental des services d'incendie et de secours de l'Ain,
- la directrice départementale de la cohésion sociale de l'Ain,
- le président de l'association Charlie Quad 01 (Monsieur Lionel BANDET)

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera également adressé :

- au président du conseil général de l'Ain,
- au délégué UFOLEP de l'Ain

et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture. ,

Fait à Bourg-en-Bresse, le 23 JUL. 2012
Le préfet,
Pour le préfet,
Le secrétaire général,


Dominique LEPIDI